

Actividad de traducción mediante una revista de prensa de lo ocurrido en el mundo hispano entre noviembre y diciembre de 2025

En noviembre

1- UE-Mercosur : la France cherche à éviter l'isolement. Paris, qui aura du mal à constituer une minorité de blocage contre l'accord de libre-échange, attend des concessions de la Commission, au-delà des clauses de sauvegarde que les États-membres ont adoptées, mercredi 19 novembre.

2- La mémoire de Franco divise encore l'Espagne, cinquante ans après sa mort. Les cérémonies prévues pour l'anniversaire de la mort du Caudillo révèlent des fractures persistantes, tandis qu'un débat sur l'héritage du franquisme, ravivé par les polémiques politiques, continue de traverser la société.

3- Au Brésil, l'extrême droite vote une loi très répressive contre les factions armées. Le texte original, présenté par Lula, qui cherchait à s'attaquer au financement des groupes criminels, a été transformé par les députés.

4- L'Association internationale du transport aérien appelle le Venezuela à rétablir les licences de six compagnies aériennes étrangères : Iberia, TAP, Avianca, Latam, GOL et Turkish Airlines sont accusées par Caracas de « s'être jointes aux actes de terrorisme d'État promu par le gouvernement des États-Unis en suspendant unilatéralement leurs opérations commerciales aériennes ».

5- Au Chili, le fantôme de Pinochet hante la campagne présidentielle : alors que deux candidats d'extrême droite ont cumulé près de 38% des voix au premier tour, les références élogieuses au dictateur et à son régime se banalisent sur la scène politique.

6- L'Argentine est confrontée à une chute historique de sa couverture vaccinale : alors que le pays enregistre des foyers de coqueluche et de rougeole, les spécialistes s'inquiètent notamment de la faible couverture de certaines doses vaccinant contre la rougeole et la poliomyélite.

7- Au Pérou, deux anciens présidents rejoignent la liste des ex-chefs d'État condamnés à de la prison dans ce pays : Martin Vizcarra, ancien président de 2018 à 2020, a été condamné mercredi 26 novembre à 14 ans de prison dans une affaire de pots-de-vin ; jeudi 27, Pedro Castillo, élu en 2021, a, lui, reçu une peine de onze ans d'emprisonnement pour « conspiration en vue d'une rébellion » après avoir dissous le Congrès en décembre 2022.

8- Nouvelle escalade dans les tensions entre les États-Unis et le Venezuela : Donald Trump a déclaré que l'espace aérien du Venezuela devait être considéré comme « entièrement fermé », déclenchant l'ire de Caracas, qui parle de « menace colonialiste » et « d'acte hostile ».

09- Au Honduras, les électeurs sont appelés à juger le bilan de la première présidente de gauche du Honduras, Xiomara Castro : des élections présidentielles, législatives et municipales sont organisées dimanche 30 novembre dans le pays d'Amérique centrale où la présidente a consacré l'essentiel de son mandat à la lutte contre l'insécurité. Trump a appelé les électeurs à voter pour le candidat de droite et homme d'affaires, Nasry Asfura. Ce dernier a annoncé qu'il gracierait l'ancien président hondurien Juan Orlando Hernandez, condamné à 45 ans de prison pour trafic de drogue aux États-Unis.

10- En Colombie, les aveux publics des hauts responsables permettent d'ancrer un récit partagé du passé, sans déni possible : neuf ans après l'accord de paix signé entre Bogota et l'organisation des FARC, la juridiction spéciale pour la paix de Colombie a condamné ses premiers guérilleros et militaires, en privilégiant des peines sans incarcération. Ce modèle innovant de justice suscite autant d'espoirs que de débats dans un pays marqué par plus d'un demi-siècle de conflit.

En décembre

11- Au Brésil, les députés adoptent une loi pouvant réduire fortement la peine de Jair Bolsonaro : la durée de détention pourrait passer de vingt-sept ans et trois mois à seulement deux ans et quatre mois.

12- Le Salvadorien Kilmar Abrego Garcia, expulsé puis ramené aux Etats-Unis, retrouve la liberté après une décision de justice : ce cas est devenu un symbole de la politique migratoire de Donald Trump.

13- Le Trésor américain impose de nouvelles sanctions au Venezuela : les mesures visent des neveux du président Maduro, ainsi que six compagnies maritimes accusées d'avoir transporté du pétrole vénézuélien.

14- Migration : la route entre l'Afrique et les Canaries de plus en plus longue et périlleuse : pour échapper aux contrôles accrus du Maroc et de la Mauritanie, les migrants commencent leur périple toujours plus au sud, du Sénégal et même de la Guinée.

15- Les États-Unis diffusent les images de la saisie d'un pétrolier, Nicolas Maduro appelle au calme en chanson : sur l'air de « *Don't worry, be happy* », il chante « La paix, pas la guerre » lors d'un rassemblement.

16- Maria Corina Machado, Prix Nobel de la Paix, accepte la récompense « au nom du peuple vénézuélien » : l'opposante a remercié, lors d'une conférence de presse, « tous ces hommes et ces femmes qui ont risqué leur vie pour qu'elle puisse être, là, à Oslo, aujourd'hui ». Elle assure qu'elle ira au bout de sa lutte au Venezuela.

17- Donald Trump impose un blocus maritime contre les pétroliers du Venezuela, semblant viser la chute de Maduro : le flou demeure sur les intentions véritables du président américain qui oscille entre lutte affichée contre les cartels de la drogue et l'immigration illégale, et volonté de voir s'effondrer le régime vénézuélien, en le privant de ressources.

18- Le triomphe de José Antonio Kast lors de la présidentielle au Chili, dimanche 14 décembre, confirme le virage à l'extrême droite en Amérique : le chef d'État a promis d'en finir avec l'immigration irrégulière et les difficultés économiques, évitant d'évoquer la dictature et ses positions ultraconservatrices sur les sujets de société.

19- Une gouvernance à construire pour José Antonio Kast : privé de majorité absolue au Parlement, il devra composer avec ses alliés du centre, de droite et d'extrême droite. Le régime constitutionnel chilien lui confère cependant une certaine marge de manœuvre.

20- « Le traumatisme du mouvement de contestation de 2020 a contribué au virage conservateur du pays » : le président récemment élu a été clair en promettant de lutter contre l'insécurité et d'expulser 336 000 migrants sans papiers.

21- Mercosur : au risque d'être isolée, la France change de stratégie et choisit la fermeté : Paris appelle à un « report » de l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays sud-américains.

22- Pourquoi Telefonica, en Espagne, se sépare de 4 500 à 5 500 salariés ? Le plan de départs volontaires s'inscrit dans la continuité d'une politique de réduction des effectifs engagée début 2024 et devrait générer 600 millions d'euros d'économie par an à partir de 2028.

23- Déroute socialiste et poussée de l'extrême droite en Estrémadure : ancien bastion socialiste, la région rurale a confirmé sa bascule à droite et à l'extrême droite lors des élections régionales du 21 décembre, sur fond d'affaires fragilisant le PSOE.

24- L'Espagne est à sa troisième année de croissance mais le chômage reste autour de 10% : la croissance de l'économie nationale est nettement supérieure à celle de ses voisins !

25- Le gouvernement Sanchez tient, mais son sort semble sérieusement compromis : l'économie espagnole va bien, mais l'absence de budget depuis 2023 révèle l'extrême crispation de la vie politique, ce qui n'exclut pas la tenue d'élections générales en 2026.

26- Au Honduras, lors des élections présidentielles du 30 novembre, a eu lieu une véritable bataille autour du dépouillement : les deux candidats de droite arrivés en tête, dont l'un a le soutien de Donald Trump, s'accusent mutuellement de fraude, tandis que la présidente sortante dénonce un « coup d'État électoral ».

27- Angoisse des immigrés après la victoire de Kast au Chili : alors que le dirigeant d'extrême droite doit entrer en fonctions le 11 mars 2026, de nombreuses voix s'élèvent pour demander à l'actuel président, Gabriel Boric, de régulariser les migrants avant la fin de son mandat.

28- Le parlement argentin adopte le budget de Javier Milei, une première sous son mandat : faute de majorité avant son succès aux législatives d'octobre, Javier Milei gouvernait depuis deux ans sur la base du budget de 2023, plombant les financements de certains services publics.